

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/200403]

11 FEVRIER 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, l'article 338, modifié par les lois du 23 décembre 2005, du 19 juin 2009, du 30 décembre 2009 et du 27 décembre 2012, et l'article 347bis, inséré par la loi du 30 décembre 2009;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale;

Vu l'avis n° 1.815 du Conseil national du Travail, donné le 30 octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2012;

Vu l'avis 52.574/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 20/1, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, inséré par l'arrêté royal du 3 février 2010, les mots « pendant au minimum 400 heures par année » et les mots « maximum cinq » sont abrogés.

Art. 2. A l'article 20/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 février 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 2^o, les mots « ou par le fonds sectoriel compétent » sont insérés entre les mots « par la Communauté compétente » et les mots « prouvant qu'il »;

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, premier tiret, on entend par "formation de tuteur", toute formation qui réunit simultanément les conditions suivantes :

1^o viser à apprendre à des travailleurs des compétences sur le plan de l'orientation, de l'encadrement et de la formation de personnes qui reçoivent une formation en milieu de travail;

2^o apprendre des techniques visant à

- établir un plan de formation,
- donner des instructions,
- communiquer adéquatement,
- suivre des progrès,
- donner du feedback,
- corriger et ajuster,
- évaluer;

3^o être dispensée par ou à l'initiative ou sous la responsabilité des instances insituées ou agréées par les autorités compétentes en matière de formation. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/200403]

11 FEBRUARI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, artikel 338, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005, 19 juni 2009, 30 december 2009 en 27 december 2012, en artikel 347bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

Gelet op het advies nr. 1.815 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 3 december 2012;

Gelet op advies 52.574/1 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 20/1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010, worden de woorden « gedurende minimaal 400 uren per jaar » en de woorden « maximaal vijf » opgeheven.

Art. 2. In artikel 20/2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder 2^o worden de woorden « of door het bevoegd sectorfonds » ingevoegd tussen de woorden « de bevoegde Gemeenschap » en de woorden « werd ingericht »;

2^o het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 2^o, eerste gedachtestreepje, wordt onder "mentoropleiding" verstaan, elke opleiding die tegelijk aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o als doel hebben aan werknemers vaardigheden bij te brengen op het vlak van begeleiding, coaching en opleiding van personen die op de werkvloer een opleiding krijgen;

2^o technieken aanleren om

- een opleidingsplan op te stellen,
- instructies te geven,
- afdoende te communiceren,
- vorderingen op te volgen,
- feedback te geven,
- bij te sturen,
- te evalueren;

3^o verstrekt worden door of op initiatief van en onder de verantwoordelijkheid van instanties, ingericht of erkend door de autoriteiten, bevoegd inzake opleiding. ».

Art. 3. L'article 20/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 février 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20/3. — § 1^{er}. L'employeur qui souhaite entrer en ligne de compte pour la réduction groupe cible visée au présent chapitre, doit s'engager à organiser des stages ou des formations au profit de personnes appartenant aux groupes cibles visés à l'article 20/1, et, à cette fin, de charger des tuteurs, tels que visés à l'article 20/2, de l'exécution et du suivi.

§ 2. En ce qui concerne les personnes, visées au § 1^{er}, pour lesquelles le stage ou la formation auprès de l'employeur ne nécessite pas de déclaration ni conformément à l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ni conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'engagement, visé au § 1^{er}, ne peut être constaté que moyennant une convention qui répond aux caractéristiques suivantes :

1° elle est conclue entre l'employeur et un ou plusieurs établissements ou opérateurs d'enseignement ou de formation, à l'initiative ou sous la supervision desquels les stages ou les formations sont organisés, en cas de formation d'enseignants ou de jeunes, à l'exception de ceux visés au 2°;

2° elle est conclue entre l'employeur et le service régional de l'emploi et de la formation professionnelle compétent ou un établissement de promotion sociale, en cas de formation de jeunes demandeurs d'emploi;

3° elle fixe clairement les dates de début et de fin de la période durant laquelle l'engagement est valable, sans que cette période ne puisse excéder douze mois; les conventions d'une durée de plus de douze mois sont considérées, pour l'application du présent article, comme des conventions d'une durée de validité de douze mois. La date de début de la convention doit coïncider avec le premier jour d'un trimestre, tandis que la date de fin doit coïncider avec le dernier jour d'un trimestre;

4° elle contient, en termes clairs, l'engagement de la part de l'employeur d'offrir, durant la période visée au 3°, la possibilité pour un nombre déterminé de jeunes ou d'enseignants, selon le cas, d'effectuer un stage ou de suivre une formation durant un nombre déterminé d'heures;

5° elle peut contenir des engagements particuliers entre l'employeur et le ou les établissements ou opérateurs d'enseignement ou de formation concernés sur le plan de l'organisation des stages et des formations, de l'encadrement pédagogique et de la répartition dans le temps des stages et des formations;

6° elle est datée et signée, sous peine de nullité, au plus tard le dernier jour du premier trimestre de sa validité, par l'employeur et par le responsable de chaque établissement ou opérateur d'enseignement ou de formation concerné ou du service régional d'emploi et de formation professionnelle compétent;

7° lorsque l'employeur a déjà précédemment été lié par une ou plusieurs conventions telles que visées au présent alinéa : elle contient une déclaration datée et signée de la part du ou des responsables du ou des établissements ou opérateurs d'enseignement ou de formation ou du ou des services régionaux d'emploi et de formation professionnelle qui étaient concernés par la ou les conventions conclues par l'employeur en vue de la réduction groupe cible visée à l'article 20/1, confirmant que l'employeur a effectivement respecté son ou ses engagements repris dans cette ou ces conventions.

Lorsqu'à l'issue de la dernière convention en vigueur, conclue en application de l'alinéa 1^{er}, l'employeur ne conclut pas de nouvelle convention dont la période de validité succède sans interruption à celle de la convention venue à échéance, il fournit de sa propre initiative une déclaration, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, à la direction visée à l'article 20/4, et ce au plus tard le dernier jour du trimestre qui suit le trimestre dans lequel se situe la date de fin de la dernière convention venue à échéance.

Art. 3. Artikel 20/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20/3. — § 1. De werkgever die in aanmerking wenst te komen voor de doelgroepvermindering bedoeld in dit hoofdstuk, moet zich ertoe verbinden stages of opleidingen te organiseren ten behoeve van de personen die behoren tot de in artikel 20/1 bedoelde doelgroepen, en daartoe mentors, zoals bedoeld in artikel 20/2, te belasten met de uitvoering en opvolging.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde personen voor wie tijdens hun stage of opleiding bij de werkgever geen aangifte vereist is, noch overeenkomstig artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, noch overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, kan de in § 1 bedoelde verbintenis enkel worden vastgesteld aan de hand van een overeenkomst die beantwoordt aan de volgende kenmerken :

1° zij wordt gesloten tussen de werkgever en een of meer onderwijs- of opleidingsinstellingen of -operator(en) op wiens initiatief of onder wiens toezicht de stages of opleidingen georganiseerd worden, ingeval van opleiding van leerkrachten of van jongeren, buiten diegene bedoeld onder 2°;

2° zij wordt gesloten tussen de werkgever en de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding of een instelling voor volwassenenonderwijs, ingeval van opleiding van jonge werkzoekenden;

3° zij bepaalt duidelijk de begin- en einddatum van de periode tijdens dewelke de verbintenis geldt, zonder dat deze periode 12 maanden kan overschrijden; overeenkomsten voor een langere duur dan 12 maanden worden voor de toepassing van dit artikel beschouwd als overeenkomsten met een geldigheidsduur van 12 maanden. De begindatum van de overeenkomst moet samenvallen met de eerste dag van een kwartaal, terwijl de einddatum moet samenvallen met de laatste dag van een kwartaal;

4° zij bevat in duidelijke bewoordingen de verbintenis van de werkgever om gedurende een welbepaald aantal uren aan een welbepaald aantal, naargelang het geval, jongeren of leerkrachten gedurende de in 3° bedoelde periode de mogelijkheid te geven stage te lopen of een opleiding te volgen;

5° zij kan nadere verbintenissen bevatten tussen de werkgever en de betrokken onderwijs- of opleidingsinstelling(en) of -operator(en) omtrent de organisatie van de stages en opleidingen, de pedagogische omkadering en de spreiding in de tijd van de stages en opleidingen;

6° zij wordt, op straffe van nietigheid, gedateerd en ondertekend, uiterlijk op de laatste dag van het eerste kwartaal van haar geldigheidsperiode, door de werkgever en door de verantwoordelijke van elke betrokken onderwijs- of opleidingsinstelling of -operator of van de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding;

7° indien de werkgever reeds eerder verbonden was door een of meer overeenkomsten zoals bedoeld in dit lid : zij bevat een gedateerde en ondertekende verklaring vanwege de verantwoordelijke(n) van de onderwijs- of opleidingsinstelling(en) of gewestelijke dienst(en) voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding die betrokken waren bij de overeenkomst(en) die de werkgever had gesloten met het oog op de in artikel 20/1 bedoelde doelgroepvermindering, ter bevestiging dat de werkgever zijn verbintenis(sen), vervat in die overeenkomst(en), effectief is nagekomen.

Wanneer de werkgever na afloop van de laatst lopende overeenkomst die hij sloot in toepassing van het eerste lid, geen nieuwe overeenkomst sluit waarvan de geldigheidsperiode onmiddellijk aansluit op die van de afgelopen overeenkomst, bezorgt hij uit eigen beweging aan de in artikel 20/4 bedoelde directie een verklaring zoals bedoeld in het eerste lid, 7°, uiterlijk op de laatste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin de einddatum van de laatst afgelopen overeenkomst gelegen is.

Toute réduction groupe cible, visée à l'article 20/1 et en vue de laquelle une convention, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, a été conclue, est refusée pour les trimestres visés par cette convention, lorsque

- soit la déclaration, visée à l'alinéa 1^{er}, 7^o, fait défaut;
- soit la déclaration, visée à l'alinéa 2, n'est pas fournie à la direction, visée à l'article 20/4, dans le délai déterminé à l'alinéa 2;
- soit il se révèle de cette déclaration que l'employeur n'a pas ou pas entièrement respecté son ou ses engagements repris dans cette convention.

§ 3. En ce qui concerne les personnes, visées au § 1^{er}, pour lesquelles le stage ou la formation auprès de l'employeur nécessite une déclaration soit conformément à l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 précitée, soit conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 précité, l'engagement, visé au § 1^{er}, est constaté au moyen de cette déclaration, plus particulièrement les dates d'entrée en service et de sortie de service qui sont communiquées dans ce cadre.

§ 4. Lorsque l'employeur conclut une convention conformément au § 2, alinéa 1^{er}, l'avantage visé à l'article 20/1, n'est accordé que durant les trimestres qui se situent dans la période de validité de cette convention.

Lorsque l'employeur effectue une déclaration conformément au § 3, l'avantage visé à l'article 20/1, n'est accordé qu'à partir du trimestre dans lequel se situe la date de début du stage ou de la formation, telle que déclarée, jusques et y compris au trimestre dans lequel se situe la date de fin du stage ou de la formation, telle que déclarée.

§ 5. Lorsque l'employeur conclut une convention conformément au § 2, alinéa 1^{er}, l'application de la réduction groupe cible, visée à l'article 20/1, est limitée au nombre de tuteurs égal au résultat le plus bas des calculs suivants :

- un cinquième du nombre de jeunes ou d'enseignants, visé au § 2, alinéa 1^{er}, 4^o. Le résultat de cette fraction est arrondi à l'unité supérieure;
- le nombre d'heures, visé au § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, divisé par 400. Le résultat de cette fraction est arrondi à l'unité inférieure. Si la convention, conclue conformément au § 2, alinéa 1^{er}, a une durée de moins d'une année, le dénominateur de cette division est égal à 100 fois le nombre de trimestres dans la durée de la convention.

Lorsque l'employeur effectue une déclaration conformément au § 3, l'application de la réduction groupe cible, visée à l'article 20/1, au cours d'un trimestre donné, est limitée à un nombre de tuteurs qui est égal à un cinquième du nombre des personnes visées au § 1^{er}, dont la déclaration indique que leur stage ou leur formation débute, se déroule ou se termine au cours de ce trimestre. Le résultat de cette fraction est arrondi à l'unité supérieure.

Les calculs, visés aux alinéas 1^{er} et 2, sont toujours effectués séparément; le cas échéant, leurs résultats séparés sont additionnés. Ensuite, l'application de la réduction groupe cible est limitée à un nombre de tuteurs égal à un cinquième de la somme du nombre de jeunes ou d'enseignants, visé au § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, et du nombre des personnes visées au § 1^{er}, dont la déclaration indique que leur stage ou leur formation débute, se déroule ou se termine au cours du trimestre. Le résultat de cette fraction est arrondi à l'unité supérieure. ».

Art. 4. L'article 20/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 février 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20/4. L'employeur ne peut prétendre aux avantages, visés au présent chapitre, que s'il fournit à la direction compétente les pièces suivantes :

- 1^o la liste des tuteurs qu'il occupe;
- 2^o pour chaque tuteur : l'attestation de l'expérience pratique minimale requise, déterminée à l'article 20/2, alinéa 1^{er}, 1^o. Peuvent servir à cet effet : une attestation de l'employeur lui-même et/ou d'un ou de plusieurs employeurs précédents et/ou une copie de l'inscription du tuteur à la Banque-Carrefour des Entreprises, si avant son activité comme travailleur salarié, il a effectué une activité comme indépendant dans la profession pour laquelle l'expérience doit être démontrée;
- 3^o pour chaque tuteur : une copie de l'un des certificats, tels que visés à l'article 20/2, alinéa 1^{er}, 2^o;
- 4^o lorsque l'employeur a conclu une convention conformément à l'article 20/3, § 2, alinéa 1^{er} : une copie de cette convention.

Alle in artikel 20/1 bedoelde doelgroepverminderingen, waarvoor een in het eerste lid bedoelde overeenkomst gesloten wordt, worden geweigerd voor de kwartalen waarop die overeenkomst betrekking heeft indien

- hetzij de verklaring, bedoeld in het eerste lid, 7^o, ontbreekt;
- hetzij de verklaring, bedoeld in het tweede lid, niet binnen de in het tweede lid bepaalde termijn aan de in artikel 20/4 bedoelde directie bezorgd wordt;
- hetzij uit deze verklaring blijkt dat de werkgever zijn verbintenis(-sen), vervat in die overeenkomst, niet of niet volledig is nagekomen.

§ 3. Voor de in § 1 bedoelde personen voor wie op grond van hun stage of opleiding bij de werkgever een aangifte vereist is, hetzij overeenkomstig artikel 21 van voornoemde wet van 27 juni 1969, hetzij overeenkomstig voornoemd koninklijk besluit van 5 november 2002, wordt de in § 1 bedoelde verbintenis vastgesteld aan de hand van die aangifte, meer bepaald de datum van indiensttreding en de datum van uitdiensttreding die daarbij meegedeeld worden.

§ 4. Wanneer de werkgever een overeenkomst sluit overeenkomstig § 2, eerste lid, dan wordt het in artikel 20/1 bedoeld voordeel enkel toegekend in de kwartalen die vallen binnen de geldigheidsduur van die overeenkomst.

Wanneer de werkgever een aangifte doet overeenkomstig § 3, dan wordt het in artikel 20/1 bedoeld voordeel enkel toegekend vanaf het kwartaal waarin de aangegeven begindatum van de stage of opleiding valt tot en met het kwartaal waarin de aangegeven einddatum van de stage of opleiding valt.

§ 5. Wanneer de werkgever een overeenkomst sluit overeenkomstig § 2, eerste lid, dan wordt de toepassing van de in artikel 20/1 bedoelde doelgroepvermindering beperkt tot het aantal mentors dat gelijk is aan het laagste resultaat van de volgende berekeningen :

- een vijfde van het aantal jongeren of leerkrachten, bedoeld in § 2, eerste lid, 4^o. De afronding van deze deling gebeurt naar de hogere eenheid;
- het aantal uren, bedoeld in § 2, eerste lid, 4^o, gedeeld door 400. De afronding van deze deling gebeurt naar de lagere eenheid. Indien de overeenkomst, gesloten overeenkomstig § 2, eerste lid, een kortere duurtijd heeft dan één jaar, dan is de noemer van deze deling gelijk aan 100 maal het aantal kwartalen binnen de duurtijd van de overeenkomst.

Wanneer de werkgever een aangifte doet overeenkomstig § 3, dan wordt de toepassing van de in artikel 20/1 bedoelde doelgroepvermindering in een bepaald kwartaal beperkt tot een aantal mentors dat gelijk is aan een vijfde van het aantal in § 1 bedoelde personen waarvan de stage of opleiding blijkt de aangifte begint, loopt of eindigt in dat kwartaal. De afronding van deze deling gebeurt naar de hogere eenheid.

De berekeningen, bedoeld in het eerste en tweede lid, worden steeds van elkaar gescheiden gemaakt, waarna de aparte resultaten ervan desgevallend samengeteld worden. Vervolgens wordt de toepassing van de doelgroepvermindering beperkt tot een aantal mentors dat gelijk is aan één vijfde van de som van het aantal jongeren of leerkrachten, bedoeld in § 2, eerste lid, 4^o, en het aantal in § 1 bedoelde personen waarvan de stage of opleiding blijkt de aangifte begint, loopt of eindigt in het kwartaal. De afronding van deze deling gebeurt naar de hogere eenheid. ».

Art. 4. Artikel 20/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20/4. De werkgever komt enkel in aanmerking voor de in dit hoofdstuk bedoelde voordelen indien hij aan de bevoegde directie de volgende stukken bezorgt :

- 1^o een lijst van de mentors die hij tewerkstelt;
- 2^o voor elke mentor : het bewijs van de minimaal vereiste praktijkervaring, bepaald in artikel 20/2, eerste lid, 1^o. Komen hiervoor in aanmerking : een attest van de werkgever zelf en/of van een of meer vroegere werkgevers en/of een kopie van de inschrijving van de mentor in de Kruispuntbank van Ondernemingen, indien hij vóór zijn activiteit als werknemer in loondienst een zelfstandige activiteit uitoefende in het beroep waarvoor de ervaring moet aangetoond worden;
- 3^o voor elke mentor : een kopie van een van de getuigschriften zoals bedoeld in artikel 20/2, eerste lid, 2^o;
- 4^o indien de werkgever een overeenkomst sloot overeenkomstig artikel 20/3, § 2, eerste lid : een kopie van deze overeenkomst.

Les données ou pièces, visées à l'alinéa 1^{er}, qui sont requises pour pouvoir constater que pour l'application d'une réduction groupe-cible pour un tuteur dans un trimestre déterminé, il a été satisfait aux dispositions de l'article 20/3, §§ 4 et 5, doivent parvenir à la direction compétente au plus tard le dernier jour du trimestre qui suit ce trimestre déterminé.

Au cas où le délai visé à l'alinéa précédent est dépassé, la réduction groupe-cible visée à l'alinéa précédent n'est octroyée qu'à partir du présent arrêté, en vue de la formation de personnes pour lesquelles l'employeur a effectué une déclaration, soit conformément à l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soit conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'avantage visé à l'article 20/1 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 précité, ne peut, par dérogation à l'article 20/3, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 précité, tel que modifié par le présent arrêté, être annulé au plus tôt qu'à partir du trimestre au cours duquel le présent arrêté entre en vigueur.

On entend par « direction compétente », la Direction générale Emploi et Marché du Travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

La direction compétente transmet les données nécessaires à l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale. ».

Art. 5. Lorsqu'avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une convention a été conclue au sens de l'article 20/3 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 précité, tel qu'en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du présent arrêté, en vue de la formation de personnes pour lesquelles l'employeur a effectué une déclaration, soit conformément à l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soit conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'avantage visé à l'article 20/1 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 précité, tel qu'en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne peut, par dérogation à l'article 20/3, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 précité, tel que modifié par le présent arrêté, être annulé au plus tôt qu'à partir du trimestre au cours duquel le présent arrêté entre en vigueur.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Art. 7. Le ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 février 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

De in het eerste lid bedoelde gegevens of stukken die nodig zijn om te kunnen vaststellen dat voor de toepassing van een doelgroepvermindering voor een mentor in een bepaald kwartaal voldaan is aan de bepalingen van artikel 20/3, §§ 4 en 5, moeten bij de bevoegde directie toekomen, uiterlijk op de laatste dag van het kwartaal dat volgt op dat bepaald kwartaal.

Wordt de in het vorig lid bedoelde termijn overschreden, dan wordt de in het vorig lid bedoelde doelgroepvermindering slechts toegekend vanaf het kwartaal waarin de daartoe vereiste, in het eerste lid bedoelde gegevens en stukken bij de bevoegde directie toekomen, onverminderd artikel 20/3, § 4.

Onder "bevoegde directie" wordt verstaan de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De bevoegde directie maakt de noodzakelijke gegevens over aan de instelling belast met de inning en de invordering van de socialezekerheidsbijdragen. ».

Art. 5. Indien vóór de inwerkingtreding van dit besluit een overeenkomst werd gesloten in de zin van artikel 20/3 van voornoemd koninklijk besluit van 16 mei 2003, zoals van kracht tot aan de inwerkingtreding van dit besluit, voor de opleiding van personen voor wie de werkgever een aangifte deed, hetzij overeenkomstig artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, hetzij overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, dan kan, in afwijking van artikel 20/3, § 4, tweede lid, van voornoemd koninklijk besluit van 16 mei 2003, zoals gewijzigd bij dit besluit, het voordeel, bedoeld in artikel 20/1 van voornoemd koninklijk besluit van 16 mei 2003, zoals van kracht tot aan de inwerkingtreding van dit besluit, slechts ten vroegste geannuleerd worden vanaf het kwartaal waarin dit besluit in werking treedt.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 7. De minister bevoegd voor sociale zaken en de minister bevoegd voor werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 februari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2013/200702]

19 FEVRIER 2013. — Arrêté royal d'exécution de l'article 42/1 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, l'article 42/1, inséré par la loi du 27 décembre 2012;

Vu l'avis n° 1.817 du Conseil national du Travail, donné le 30 octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2012;

Vu l'avis 52.573/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2013/200702]

19 FEBRUARI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 42/1 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, artikel 42/1, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012;

Gelet op het advies nr. 1.817 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 oktober 2012;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 26 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d. d. 3 december 2012;

Gelet op advies 52.573/1 van de Raad van State, gegeven op 28 januari 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;